

CSE des 22 et 23 avril 2026



Le CSE Réseau vu par le SNJ



Un réseau bradé !

-50%

Pour répondre aux différents liminaires, dont celui des élus SNJ intitulé **"La grande braderie" (lire ici)**, le directeur du réseau régional a voulu calmer le jeu sans parvenir pour autant à nous rassurer. Avec un double discours permanent, devenu la véritable marque de fabrique d'une direction qui avance toujours aussi masquée face aux syndicats.

Christophe Poullain nie farouchement vouloir rayer les éditions locales de la carte du réseau tout en laissant entendre tout et son contraire : *"pas de projet de fermeture à court terme mais rien n'interdit de réfléchir à une évolution"*. Pourtant, en PACA par exemple, on annonce aux élus RP qu'une réflexion est actuellement en cours pour devenir effective à la rentrée prochaine. Pour toutes les réorganisations à venir, Christophe Poullain renvoie au projet streaming first, présenté dans les grandes lignes au CSE central et dont les premières applications seront dévoilées en mai ou juin par Delphine Ernotte.

Avec la présentation du budget 2026, on ne peut que constater que le réseau régional semble laissé pour compte, exsangue en moyens et en projets ou condamné à exécuter des plans imaginés au siège si loin des territoires, comme on dit à Paris...

Ce CSE devient hélas une caisse enregistreuse, un outil de la direction pour accomplir de simples formalités administratives sans tenir compte des doléances des élus.

Au menu de ce CSE :

- le **budget** 2026,
- les chiffres de l'**emploi** pour 2025,
- le combat victorieux des salariés d'**Ile-de-France**,
- Thérapie sociale à **Antibes**



La théorie du confetti

Un carnaval de chiffres pour évoquer le budget 2025 et le prévisionnel de 2026 dans "une ambiance pas vraiment euphorique", comme l'affirme le directeur du réseau Christophe Poullain.

Beaucoup de moins pour 2026 :

En 2 ans, les antennes régionales ont perdu 90 ETP (équivalent temps plein). Toutes vont perdre des moyens humains sauf la direction du réseau. Sur l'arbitrage de cette répartition entre antennes, nous n'en saurons pas plus comme d'habitude. Une opacité délibérée qui se reproduit de budget en budget.



-45 ETP
pour le réseau !

- Moins d'argent, avec un budget en baisse de 150 millions d'euros pour l'ensemble de l'entreprise FTV. **Du jamais vu !**
- Moins de recettes publicitaires, moins de parrainages.
- Moins d'achat de programmes.

Bref, ce n'est pas la fête mais plutôt l'ambiance gueule de bois. Le directeur financier confirme : "La situation de la trésorerie est dégradée".

Pour y faire face, des ventes de sites sont envisagées pour récupérer du cash. C'est le cas à Nantes et Lille, où l'on pourrait passer en location. Une vue à court terme qui permet simplement de récupérer des ressources immédiatement pour maintenir la confiance des financeurs (et des prêteurs).

Pour s'adapter à cette austérité imposée, les recettes sont connues : restriction de l'activité, **journaux communs**, sujets mutualisés, rationalisation des congés et **moindre recours aux CDD et alternants**.



Autre piste étudiée par le service des ressources humaines, le non remplacement de certains départs à la retraite d'ici 2030. Selon Vanessa Fixot, DRH du réseau, 50 postes sur les 500 potentiels départs pourraient disparaître.

Malgré ces économies, les régions ne consomment pas tout le budget qu'il leur est alloué. Un excès de zèle incompréhensible pour celles et ceux qui supportent au quotidien les conséquences de ces baisses.

Christophe Poullain évoque, lui, la difficulté de tomber pile au bon endroit avec un budget qui se réduit d'année en année.

"[C'est comme s'il fallait] atterrir en parachute au plus près d'un confetti".
Christophe Poullain

Emploi : et vogue la galère !



Tous les salariés du réseau (enfin ceux qui restent : **baisse de 1,5 %** des Equivalents Temp Plein entre 2025 et 2024) sont sur une galère sans pilote ni voiles. Ils ont bien du mal à savoir où ils vont et qui pourra les guider. En termes d'emploi, les effectifs baissent à La Fabrique, appelée DMF (Direction des Moyens de Fabrication) : moins 16,2 ETP l'an dernier, comme sur le réseau (-54,5ETP).



Au tableau de bord, 172 postes ont été pourvus en 2025, dont 53 % de PTA et 47 % de journalistes. La DRH réseau précise que la priorité est toujours à la mobilité. En 2023, elle représentait 56 % des postes pourvus, un chiffre qui progresse encore en 2025 pour le réseau : 59 %.

Les élus ont bien du mal eux aussi à y voir clair dans les données tant les outils sont peu adaptés à la compréhension. La seule boussole est économique : réduire la voile et peu importe si les salariés voient **de moins en moins de sens à leur travail**. Et les spectateurs ne sont pas dupes : les audiences TV sont en berne.



- Pour assombrir le tableau, les heures supplémentaires baissent elles aussi de plus de 10 %, sur le réseau comme à la DMF, preuve que l'activité se réduit. Les licenciements ont le vent en poupe (30 l'an dernier, dont 22 pour inaptitude). Et pour terminer de nous rassurer, le service de prévention des risques professionnels ne compte que 3 personnes pour 3000 salariés.

F3 Ile-de-France : à la recherche du temps perdu !

3 paris
île-de-france

Après 6 semaines de grève, une absence de couverture des soirées électorales et une **motion de défiance** contre la présidente, le directeur du réseau et la directrice de France 3 Paris Ile-de-France, les salariés de la rédaction ont gagné : ils n'iront plus sur le plateau de secours du CDE.

Dès le 27 avril, les JT franciliens se feront depuis le **studio des "4 Vérités"** : symbolique pour faire entendre leur vérité ! On est donc revenus à la solution proposée il y a un an. Que de temps et d'énergies perdus et de souffrances engendrées.

Comme l'avait fait précédemment la DRH du réseau, le directeur **Christophe Poullain s'est lui aussi excusé** :

"Nous n'avons pas perçu suffisamment le mal que ça provoquait et l'historique complet des problèmes d'IDF [depuis l'incendie de 2016]. Nous n'avons pas été bons sinon il n'y aurait pas eu 6 semaines de grève."

Mais tout n'est pas réglé pour autant.

Il va falloir accompagner les plus touchés (6 accidents du travail, des propos inquiétants qui ont donné lieu à un **danger grave et imminent**, des arrêts maladie toujours en cours).

Le directeur du réseau parle de *"rétablir la confiance"*. Une commission paritaire de suivi va être mise en place. Car il faudra aussi accompagner l'arrivée dans le studio définitif avec un fond virtuel et qui devra être partagé avec Malakoff.

Des essais et JT blancs sont planifiés la semaine du 29 juin.

Au moins la direction nous assure que la discussion avec La Fabrique, qui gère techniciens et studios au siège, se poursuivra.



Thérapie sociale à Antibes : tout ça pour quoi ?

● 3 côte d'azur

La méthode est inédite et avait été mise en place par la direction de la prévention des risques professionnels pour accompagner un collectif en souffrance et une direction régionale sourde à toutes formes de préconisations.



Le principe ?



Une thérapie sociale consistant à répartir tout le monde en 5 ateliers (4 constitués de salariés journalistes, un avec la rédaction en chef et la direction régionale) pour 4 rendez-vous dans lesquels "l'intelligence collective" devait permettre de trouver les solutions que ni le management ni la DRH n'avaient apportées, avec une règle elle aussi inédite : seule l'unanimité prévalait.

Parmi la douzaine de propositions qui ont pu émerger, seules deux ont été mises en œuvre (pour l'instant, nous affirme-t-on) : le retour d'une réunion mensuelle d'échanges éditoriaux et un débriefing de 10 minutes après le JT.

" _ La base des règles de management, ont rappelé les élus.
_ Un moyen de recréer des échanges dans un mode de relations plutôt violentes, répond Rafaele Bourgier."

Au final, l'éléphantinesque organisation accouche pour l'instant d'un résultat miniature. "*Les salariés se reparlent*", assène avec une forme de satisfaction le directeur régional. Pas tous... le management clanique ne se soigne pas aussi rapidement.

C'est dire d'où l'on partait et la dégradation des relations sans réaction... Quant à comprendre le rôle et les conséquences d'un management inéquitable sur le collectif, rien ne semble le garantir. Le rédacteur en chef est en arrêt de travail depuis la veille du jour où il devait entendre la rédaction.



Les élus ont fait part de leur scepticisme sur l'efficacité de ce coaching de luxe dont a bénéficié la direction pour respecter les règles élémentaires de management dans notre entreprise. Ils seront attentifs aux effets de cette thérapie sur le long terme.

PROCHAIN CSE RÉSEAU :
LES 19, 20 ET 21 MAI.



Merci de votre lecture attentive.

Vos élus et représentant syndical SNJ :

**Jean-Manuel Bertrand, Myriam Figureau, Vincent Habran,
Magali Roubaud et Benoit Roux**

